

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/RO/W/24**

24 octobre 1997

(97-4668)

---

**Comité des règles d'origine**

## TROISIEME EXAMEN ANNUEL DE LA MISE EN OEUVRE ET DU FONCTIONNEMENT DE L' ACCORD SUR LES REGLES D'ORIGINE

Document de base établi par le Secrétariat

Le présent document de base est distribué par le Secrétariat pour préparer le troisième examen annuel de la mise en oeuvre et du fonctionnement de l' Accord sur les règles d'origine auquel le Comité des règles d'origine doit procéder à sa réunion du 21 novembre 1997.

---

L'article 6:1 de l' Accord sur les règles d'origine prévoit que "le Comité procédera chaque année à un examen de la mise en oeuvre et du fonctionnement des Parties II et III du présent accord eu égard à ses objectifs". Les principaux objectifs de l' Accord sont énumérés dans le préambule.

Le présent document traite des questions suivantes:

	<u>Page</u>
1. Membres et statut d'observateur	3
2. Bureau du Comité des règles d'origine de l'OMC	4
3. Réunions du Comité des règles d'origine	4
4. Harmonisation des règles d'origine	4
5. Notifications des règles d'origine	6
6. Rapport annuel au Conseil du commerce des marchandises	6

1. Membres et statut d'observateur

a) Membres (132)

Afrique du Sud	Ghana	Ouganda
Allemagne	Grèce	Panama
Angola	Grenade	Pakistan
Antigua-et-Barbuda	Guatemala	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Argentine	Guinée, Rép. de	Paraguay
Australie	Guinée-Bissau	Pays-Bas
Autriche	Guyana	Pérou
Bahreïn	Haïti	Philippines
Bangladesh	Honduras	Pologne
Barbade	Hong Kong, Chine	Portugal
Belgique	Hongrie	Qatar
Belize	Iles Salomon	République centrafricaine
Bénin	Inde	République démocratique du Congo
Bolivie	Indonésie	République dominicaine
Botswana	Irlande	République slovaque
Brésil	Islande	République tchèque
Brunéi Darussalam	Israël	Roumanie
Bulgarie	Italie	Royaume-Uni
Burkina Faso	Jamaïque	Rwanda
Burundi	Japon	Saint-Kitts-et-Nevis
Cameroun	Kenya	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Canada	Koweït	Sainte-Lucie
CE	Lesotho	Sénégal
Chili	Liechtenstein	Sierra Leone
Chypre	Luxembourg	Singapour
Colombie	Macao	Slovénie
Congo	Madagascar	Sri Lanka
Corée	Malaisie	Suède
Costa Rica	Malawi	Suisse
Côte d'Ivoire	Maldives	Suriname
Cuba	Mali	Swaziland
Danemark	Malte	Tanzanie
Djibouti	Maroc	Tchad
Dominique	Maurice	Thaïlande
Egypte	Mauritanie	Togo
El Salvador	Mexique	Trinité-et-Tobago
Emirats arabes unis	Mongolie	Tunisie
Equateur	Mozambique	Turquie
Espagne	Myanmar	Uruguay
Etats-Unis	Namibie	Venezuela
Fidji	Nicaragua	Zambie
Finlande	Niger	Zimbabwe
France	Nigéria	
Gabon	Norvège	
Gambie	Nouvelle-Zélande	

b) Gouvernements ayant le statut d'observateur (30)

Albanie	Ex-République yougoslave	Oman
Algérie	de Macédoine	Ouzbékistan
Arabie saoudite	Fédération de Russie	République kirghize
Arménie	Géorgie	Saint-Siège
Azerbaïdjan	Jordanie	Seychelles
Bélarus	Kazakstan	Soudan
Cambodge	Lettonie	Taipei chinois
Chine	Lituanie	Tonga
Croatie	Moldova	Ukraine
Estonie	Népal	Vanuatu
		Viet Nam

c) Organisations internationales ayant le statut d'observateur (9)<sup>1</sup>

ACP  
AELE  
Banque mondiale  
BID  
BITV  
CNUCED  
FMI  
OCDE  
OMD

2. Bureau du Comité des règles d'origine de l'OMC

Président: Mme L. Berrig (Philippines)  
Vice-Président: M. A. Gaarder (Norvège)

3. Réunions du Comité des règles d'origine

Pendant la période considérée, le Comité des règles d'origine (le Comité) a tenu quatre réunions formelles, les 6 février, 15 mai, 3 octobre et 21 novembre 1997. Les comptes rendus de ces réunions figurent dans les documents G/RO/M/9, G/RO/M/10, G/RO/M/11 et G/RO/M/12, respectivement.

4. Harmonisation des règles d'origine

4.1 Le Comité technique des règles d'origine (le Comité technique) a présenté au Comité, le 27 septembre 1996, le cinquième rapport (G/RO/9), le 17 janvier 1997, le sixième rapport (G/RO/11), le 18 avril 1997, le septième rapport (G/RO/15), le 18 juillet 1997, le huitième rapport (G/RO/18), et le [...] octobre 1997, le neuvième rapport (G/RO/19).

4.2 A sa réunion du 6 février 1997 (G/RO/M/9), le Comité:

- s'agissant de la question des produits provenant de la mer à l'extérieur d'un pays, a élaboré deux variantes de texte;

---

<sup>1</sup>Ces organisations ont le statut officiel d'observateur suite à l'accord intervenu au sein du Comité (G/RO/M/9) et aux accords entre la Banque mondiale et le FMI et l'OMC (WT/L/195).

- s'agissant des cinquième et sixième rapports du Comité technique au Comité, a pris acte de la poursuite des travaux sur l'élaboration des règles générales et des règles applicables à des produits spécifiques dans le cadre de la phase II du programme de travail pour l'harmonisation ainsi que du fait que certains critères supplémentaires qu'il avait initialement été prévu d'examiner dans le cadre de la phase III étaient également examinés;
- a demandé que le Comité technique revoie le sens du terme "obtenu" lorsqu'il est combiné au terme "produit" dans le contexte de la définition 1 i) des marchandises entièrement obtenues, dans un souci de précision et de clarté;
- a accueilli favorablement la proposition du Président du Comité technique de transmettre au Comité les projets de règles applicables à des produits spécifiques lorsque les possibilités techniques avaient été épuisées et qu'il fallait parvenir à une décision de principe;
- a pris note de la version actualisée du Texte de négociation intégré aux fins du programme de travail pour l'harmonisation (TNI), reproduit dans le document G/RO/W/13/Rev.2;
- a examiné une proposition présentée par les Etats-Unis au titre de l'article 9:3 a) de l'Accord sur les règles d'origine (l'Accord) comme point de départ pour le programme de travail pour l'harmonisation. Selon cette proposition, il serait considéré qu'il y a eu transformation substantielle lorsque l'assemblage ou une autre opération de transformation entraînerait un changement de catégorie de la nomenclature du SH, de "parties" à "produits". Le Comité n'est pas parvenu à un consensus sur cette proposition et a décidé de présenter son point de vue sur celle-ci au Comité technique pour un nouvel examen dans le contexte de la phase II du programme de travail.

4.3 A sa réunion du 15 mai 1997 (G/RO/M/10), le Comité:

- a accueilli favorablement l'adoption du plan d'action pour 1997 présenté par le Comité technique et visant à assurer que les travaux techniques soient achevés dans le délai prescrit;
- a pris note de la nouvelle version actualisée du TNI, reproduite dans le document G/RO/W/13/Rev.3, et est convenu qu'à l'avenir seuls les ajouts au TNI seraient distribués.

4.4 A sa réunion du 3 octobre 1997 (G/RO/M/11), le Comité:

- a noté que le Comité technique avait achevé son premier examen de tous les chapitres 1 à 97 du SH;
- a approuvé les règles applicables à des produits spécifiques pour les chapitres 25 à 27, 41 à 43 et 91 que le Comité technique avait transmises au Comité comme étant des décisions concernant la catégorie 1 (voir le paragraphe 9 du document G/RO/18);
- est parvenu à un consensus sur le critère d'origine de la position 4302.30, à savoir "CSP";

- est convenu de supprimer l'option B des questions appelant une décision n° 3, 4, 5 et 6 s'agissant des chapitres 25 à 27 et de mettre l'option A entre crochets, ces crochets étant susceptibles d'être supprimés à la prochaine réunion du Comité;
- est convenu de poursuivre son examen des questions restantes appelant une décision concernant les chapitres 25 à 27, 41 à 43 et 91, transmises au Comité par le Comité technique;
- a pris note de la nouvelle version actualisée du TNI, reproduite dans le document G/RO/W/13/Rev.3/Add.1.

4.5 A sa réunion du 21 novembre 1997, le Comité (G/RO/M/12), ... [à finaliser à la lumière des débats de la réunion de novembre 1997].

5. Notifications des règles d'origine

i) Règles d'origine non préférentielles

5.1 Des notifications concernant les règles d'origine non préférentielles au titre des articles 5:1 et 5:2 de l'Accord ont été reçues de [56] Membres, dont [24] ont fait savoir qu'ils n'avaient pas de règles d'origine non préférentielles. [Soixante et un] Membres n'ont pas présenté de notification (voir l'annexe).

ii) Règles d'origine préférentielles

5.2 Des notifications concernant les règles d'origine préférentielles au titre du paragraphe 4 de l'annexe II de l'Accord ont été reçues de [58] Membres, dont un a fait savoir qu'il n'avait pas de règles d'origine préférentielles. [Cinquante-neuf] Membres n'ont pas encore notifié leurs règles d'origine préférentielles (voir l'annexe).

6. Rapport annuel au Conseil du commerce des marchandises

[Le Comité a adopté son rapport au Conseil du commerce des marchandises (G/RO/W/21) à sa réunion du 21 novembre 1996.]

ANNEXE

1. Membres qui ont notifié les règles d'origine non préférentielles

Afrique du Sud (G/RO/N/3)	Hong Kong (G/RO/N/1)	Pologne (G/RO/N/8)
Argentine (G/RO/N/2, 10 & 16)	Hongrie (G/RO/N/2)	Rép. slovaque (G/RO/N/1)
Australie (G/RO/N/1)	Israël (G/RO/N/13)	Rép. tchèque (G/RO/N/2)
Brésil (G/RO/N/14)	Japon (G/RO/N/1)	Roumanie (G/RO/N/1)
Bulgarie (G/RO/N/17)	Madagascar (G/RO/N/11)	Sénégal (G/RO/N/10)
Canada (G/RO/N/1)	Malte (G/RO/N/4)	Slovénie (G/RO/N/5 & 7)
CE (G/RO/N/1)	Maroc (G/RO/N/2)	Suisse (G/RO/N/4)
Colombie (G/RO/N/1)	Mexique (G/RO/N/12)	Tunisie (G/RO/N/7)
Corée (G/RO/N/1)	Norvège (G/RO/N/8)	Turquie (G/RO/N/8)
Cuba (G/RO/N/3)	Nouvelle-Zélande (G/RO/N/1)	Venezuela (G/RO/N/1 & 10)
Etats-Unis (G/RO/N/1 & 6)	Pérou (G/RO/N/4 & 5)	

2. Membres qui ont fait savoir qu'ils n'avaient pas de règles d'origine non préférentielles

Bolivie (G/RO/N/9)	Inde (G/RO/N/1)	Ouganda (G/RO/N/12)
Brunéi Darussalam (G/RO/N/5)	Indonésie (G/RO/N/16)	Pakistan (G/RO/N/16)
Chili (G/RO/N/6)	Islande (G/RO/N/5)	Philippines (G/RO/N/6)
Costa Rica (G/RO/N/1)	Jamaïque (G/RO/N/4)	Rép. dominicaine (G/RO/N/9)
El Salvador (G/RO/N/10)	Kenya (G/RO/N/9)	Singapour (G/RO/N/3)
Emirats arabes unis (G/RO/N/17)	Malaisie (G/RO/N/6)	Thaïlande (G/RO/N/1)
Fidji (G/RO/N/17)	Maurice (G/RO/N/1)	Trinité-et-Tobago (G/RO/N/7)
Honduras (G/RO/N/3)	Nicaragua (G/RO/N/10)	Uruguay (G/RO/N/12)

3. Membres qui n'ont pas notifié les règles d'origine non préférentielles

Angola	Grenade	Panama
Antigua-et-Barbuda	Guatemala	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Bahreïn	Guinée, Rép. de	Paraguay
Bangladesh	Guinée-Bissau	Qatar
Barbade	Guyana	Rép. centrafricaine
Belize	Haïti	Rép. dém. du Congo
Bénin	Iles Salomon	Rwanda
Botswana	Koweït	Saint-Kitts-et-Nevis
Burkina Faso	Lesotho	Saint-Vincent-et-les
Burundi	Liechtenstein	Grenadines
Cameroun	Macao	Sainte-Lucie
Chypre	Malawi	Sierra Leone
Congo	Maldives	Sri Lanka
Côte d'Ivoire	Mali	Suriname
Djibouti	Mauritanie	Swaziland
Dominique	Mongolie	Tanzanie
Egypte	Mozambique	Tchad
Equateur	Myanmar	Togo
Gabon	Namibie	Zambie
Gambie	Niger	Zimbabwe
Ghana	Nigéria	

4. Membres qui ont notifié les règles d'origine préférentielles

Argentine (G/RO/N/16)	Hongrie (G/RO/N/2)	Paraguay (G/RO/N/12)
Australie (G/RO/N/1)	Inde (G/RO/N/1)	Pérou (G/RO/N/1)
Bolivie (G/RO/N/1)	Indonésie (G/RO/N/4)	Philippines (G/RO/N/4)
Brésil (G/RO/N/12)	Islande (G/RO/N/15)	Pologne (G/RO/N/8)
Brunéi Darussalam (G/RO/N/4)	Israël (G/RO/N/13)	Rép. dominicaine (G/RO/N/5)
Bulgarie (G/RO/N/15)	Jamaïque (G/RO/N/4)	Rép. slovaque (G/RO/N/1)
Canada (G/RO/N/1, 6 & 8)	Japon (G/RO/N/6)	Rép. tchèque (G/RO/N/2)
CE (G/RO/N/1)	Kenya (G/RO/N/9)	Roumanie (G/RO/N/14)
Chili (G/RO/N/6)	Madagascar (G/RO/N/11)	Sénégal (G/RO/N/10)
Colombie (G/RO/N/1)	Malaisie (G/RO/N/4)	Singapour (G/RO/N/3 & 4)
Corée (G/RO/N/7)	Malte (G/RO/N/4)	Slovénie (G/RO/N/5 & 7)
Côte d'Ivoire (G/RO/N/11)	Maroc (G/RO/N/2)	Suisse (G/RO/N/6)
Cuba (G/RO/N/3)	Maurice (G/RO/N/1)	Thaïlande (G/RO/N/1 & 4)
El Salvador (G/RO/N/10 & 11)	Mexique (G/RO/N/12)	Trinité-et-Tobago (G/RO/N/7)
Emirats arabes unis (G/RO/N/17)	Nicaragua (G/RO/N/10)	Tunisie (G/RO/N/7)
Equateur (G/RO/N/12)	Norvège (G/RO/N/8)	Turquie (G/RO/N/8)
Etats-Unis (G/RO/N/1 & 6)	Nouvelle-Zélande (G/RO/N/1)	Uruguay (G/RO/N/5)
Fidji (G/RO/N/17)	Ouganda (G/RO/N/12)	Venezuela (G/RO/N/1)
Honduras (G/RO/N/3 & 10)	Pakistan (G/RO/N/16)	Zambie (G/RO/N/15)

5. Membre qui a notifié qu'il n'avait pas de règles d'origine préférentielles

Hong Kong (G/RO/N/1)

6. Membres qui n'ont pas notifié les règles d'origine préférentielles

Angola	Ghana	Niger
Afrique du Sud	Grenade	Nigéria
Antigua-et-Barbuda	Guatemala	Panama
Bahreïn	Guinée, Rép. de	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Bangladesh	Guinée-Bissau	Qatar
Barbade	Guyana	Rép. centrafricaine
Belize	Haïti	Rép. dém. du Congo
Bénin	Iles Salomon	Rwanda
Botswana	Koweït	Saint-Kitts-et-Nevis
Burkina Faso	Lesotho	Saint-Vincent-et-les
Burundi	Liechtenstein	Grenadines
Cameroun	Macao	Sainte-Lucie
Chypre	Malawi	Sierra Leone
Congo	Maldives	Sri Lanka
Costa Rica	Mali	Suriname
Djibouti	Mauritanie	Swaziland
Dominique	Mongolie	Tanzanie
Egypte	Mozambique	Tchad
Gabon	Myanmar	Togo
Gambie	Namibie	Zimbabwe